



**LABORATOIRE SOCIAL D' ACTIONS
D' INNOVATIONS DE REFLEXIONS ET D' ECHANGES**

**Aperçu de la Réunion Lasaire Industrie
jeudi 23 juin 2011, à Saint-Etienne**

La réunion se déroule en deux temps :

1. Une approche nationale

- Hugues BERTRAND, *économiste, membre de LASAIRE, ancien Directeur du CEREQ, ancien Directeur des études du Groupe Alpha*, présentera le travail qui a abouti à la rédaction du cahier et pointera quelques points particuliers.
- Puis trois personnalités qualifiées donneront chacune en 5 minutes leur réaction personnelle sur les propos d'Hugues BERTRAND : Georges JOBARD, *Président de CLEXTRAL*, Dominique GILLIER, *Secrétaire national de la Fédération des Métaux CFTD* et Claude BOYER, *fondateur de l'ISTP/IRUP*.
- une quinzaine de minutes de débat

2. Une approche proprement ligérienne, qui sera présentée tout à l'heure.

Présentation d'Hugues BERTRAND

Sa présentation, d'une durée de 25 minutes, ne peut être résumée sans la trahir. On se reportera donc au cahier.

Il a particulièrement souligné quelques points :

Le déclin industriel touche plus particulièrement les pays de l'Europe du sud. Il est lié en France à un grand nombre de facteurs, parmi lesquels un positionnement de nos produits dans la très haute technologie et dans le bas de gamme, la dispersion des acteurs en de très nombreuses PMI de dimension insuffisante, un mauvais fonctionnement de la formation en alternance, une sous-valorisation des salaires de l'industrie, un système fiscal qui favorise la création des emplois de service non soumis à la concurrence internationale plutôt que celle des emplois industriels soumis à la concurrence, une image de l'industrie comme polluante, dangereuse et obsolète, une idéologie mensongère qui laisserait croire qu'on peut être un pays industriel sans usines et un pays avancé sans industrie. En somme une culture générale défavorable à l'industrie, entraînant à son égard un désamour des jeunes et des moins jeunes.

À la différence de l'Allemagne, nous avons besoin que les pouvoirs publics construisent une politique industrielle. L'Allemagne n'a pas besoin de cette impulsion parce que sa culture collective valorise naturellement la démarche industrielle : les jeunes sont fiers d'entrer dans l'industrie, qui est le secteur le mieux rémunéré ; la dimension des entreprises industrielles, grands groupes ou ETI, leur donne accès aux marchés internationaux ; la coopération banque – industrie y est traditionnelle ; les produits sont positionnés depuis plusieurs décennies sur une gamme de biens d'équipement de technologie moyenne, mais à haut niveau de qualité ; etc.

Les acteurs de la politique industrielle dont nous, Français, avons besoin ne peuvent plus être ceux du temps du fordisme et d'avant la mondialisation. Ils sont aujourd'hui à inventer par une coopération entre les instances européennes, aujourd'hui complètement déficientes et même hostiles à l'idée de toute politique industrielle, les instances nationales, celles des Régions, celles des bassins industriels. Les Pôles de compétitivité sont un outil qui va dans le bon sens, mais encore très insuffisant.

Résumé du point de vue de Georges JOBARD¹

Il a été sensible à ce qu'Hugues BERTRAND a dit sur la culture industrielle.

Son entreprise, CLEXTRAL, est une ex-filiale de Framatome, vendue aux enchères par le Trésor, puis reprise en 2001 par un LBO [mécanisme financier permettant à des investisseurs, qui peuvent être des salariés d'une entreprise, de racheter une entreprise en faisant appel à l'endettement].

L'entreprise a fait le choix de l'hyper spécialisation, qui lui a permis de devenir leader mondial dans un certain type de biens d'équipement. Le développement est le fruit d'un travail commun avec les clients. Elle est entrée dans deux pôles de compétitivité, et utilise largement le Crédit impôt recherche.

¹ Quelques éléments complémentaires figurent en annexe

Les difficultés actuelles viennent de la surévaluation de l'Euro qui rend plus difficile l'exportation hors zone Euro. Une autre difficulté est celle de trouver des ouvriers qualifiés de moins de 40 ans.

Pour un pays, avoir une industrie est la condition pour que se développe une classe moyenne – c'est ce qui se passe actuellement en Chine – ou que cette classe moyenne puisse continuer à exister. C'est ce qu'il faut faire comprendre aux citoyens français.

Il faut aussi leur expliquer qu'il faut de la recherche.

Il nous faudrait une Éducation nationale qui parle de ce que sera l'industrie dans 30 ans.

Il faut des entrepreneurs qui soient des « résistants » à la culture dominante, laquelle privilégie les intérêts particuliers et le court terme.

Résumé du point de vue de Dominique GILLIER²

Le développement de l'industrie repose sur une pluralité d'acteurs. Et notamment sur un dialogue social qui favorise la compétitivité.

Il évoque quelques-unes des contributions de la CFDT, notamment pour l'amélioration de la formation en apprentissage, pour l'encadrement de la mise à disposition de personnel entre entreprises, pour la mise en place du médiateur de la sous-traitance... tout en considérant que l'Allemagne a fait mieux que la France dans ces domaines.

À l'égard de la sous-traitance, il faudrait un statut unique des salariés d'une même filière pour que les salariés des sous-traitants soient aussi bien traités que ceux des donneurs d'ordre.

Par quelques exemples, tels que Ascométal, Bosch Vénissieux, etc., il rappelle le rôle qu'ont joué les organisations syndicales pour sauver des sites industriels et, dans certains cas, organiser la réorientation vers des produits d'avenir.

Il souligne la nécessité que les emplois et les compétences soient gérés au niveau local du territoire concerné.

Résumé du point de vue de Claude BOYER³

Il fait un brin d'histoire en évoquant le CIPL⁴, qui fut un exemple de concertation et de coopération entre les organisations d'employeurs et les organisations de salariés. Dans cette même ligne, la volonté qui a présidé à la création de l'ISTP a été de ne pas dissocier formation, industrie et emploi : les étudiants construisent leur trajectoire avec l'entreprise dans laquelle ils sont.

Il faut accroître le dialogue entre l'école et l'entreprise pour qu'elles co-construisent la formation ; et, de manière plus générale, réconcilier le système éducatif avec l'économie, et notamment avec l'industrie.

Il évoque le signal positif donné par l'association de 12 écoles (d'ingénieurs et de commerce) de Lyon, Clermont-Ferrand et Saint-Étienne, qui ont initié une structure de concertation (AMI, Alliance de la manufacture innovante) pour co-construire avec des industries de leur territoire des réponses originales en matière de formation de recherche et de transfert de technologie.

Le dialogue est nécessaire avec les instances du territoire, qui ont à arbitrer entre le court terme et le moyen-terme ; il faudrait penser un peu plus au long terme.

Au cours du débat qui a suivi...

Jackie TEILLOL appuie les propos d'Hugues BERTRAND sur la nécessité d'une politique industrielle. Il souligne l'ambiguïté de la concurrence, à la fois négative et positive. À ses yeux, la réflexion doit être menée de manière continue depuis le niveau local jusqu'au niveau international sur le partage des activités, des compétences et des marges prélevées. Ce sera la condition pour que les aspects positifs de la concurrence priment sur ses conséquences négatives.

² Quelques éléments complémentaires figurent en annexe.

³ Quelques éléments complémentaires figurent en annexe.

⁴ Le CIPL a été créé en 1957, dans le cadre du Plan Marshall, c'est-à-dire dans une dynamique économique. Il s'est alors trouvé des personnalités côté employeurs et côté syndical, et notamment Joseph HAUPTMANN, pour s'engager dans cette démarche de concertation à finalité de développement économique.

Vincent NOURRISSON affirme que la concurrence est le facteur principal de la dynamique industrielle. Il évoque les 2.500 emplois industriels perdus dans la Loire, et la difficulté de reconstituer cette population de salariés alors que l'industrie voudrait aujourd'hui embaucher. Il y a pénurie dans certaines qualifications ; les formations existent, mais manquent de volontaires. Il en voit la cause dans la volonté des salariés d'aller ailleurs que dans l'industrie. Il déplore qu'on ne parle de l'industrie que de manière négative, quand il y a crise.

Pierre GALLON pointe quelques évolutions caractéristiques qu'il a constatées en Loire-sud au cours des dernières décennies :

- Éclatement de la production : alors qu'il y avait en 1975 23 usines dépassant 1.000 salariés, il n'y en a plus.
- De nombreux directeurs qui avaient une compétence dans le métier industriel ont été remplacés par des cadres financiers qui ne connaissent pas le métier.
- Les pôles de compétitivité, dont la création est positive, gagneraient à être mieux focalisés sur une volonté de développement territorial ; les pouvoirs publics doivent dépasser leurs rôles de donneur d'ordre et de financeurs, et participer à définition de la stratégie.

Lucien DUGAS exprime sa méfiance à l'égard d'orientations trop conceptuelles. Il faut à ses yeux construire de manière partenariale des objectifs qui soient partagés par tous, objectifs économiques, techniques, humains et sociaux. Ensuite, c'est aux responsables de les atteindre. Les Japonais nous ont montré la voie.

Il souhaite qu'on arrête de confier les postes de responsabilité à des personnes couvertes de diplômes, énarques, HEC, etc., et qu'on les confie plutôt à ceux qui ont fait un apprentissage permanent tout en restant au contact du terrain. L'Allemagne nous montre que c'est possible et efficace.

* * *
*

Pierre-Marie DUGAS introduit la seconde partie « *Que faire pour stopper le déclin industriel de la Loire ?* »

En juin 2009, les organisations syndicales et les organisations patronales de la Loire ont signé ensemble à la Bourse du travail une « *Position commune sur les voies de la relance de l'économie ligérienne* ». Unanimité exemplaire en France, qui ne gommait pas les divergences, mais qui exprimait une volonté commune.

Ces mêmes signataires ont construit un diagnostic commun. Et en juillet 2010, ils ont interpellé les décideurs politiques de Loire-sud en leur demandant qu'une instance unique détermine la stratégie de développement économique de Loire-sud (la formule a été « qu'il y ait un pilote dans l'avion »), et que cette stratégie soit déterminée en concertation avec les organisations patronales et syndicales.

Déjà les services techniques du Conseil général, de Saint-Étienne Métropole et de la CCI travaillent ensemble. Mais la demande portait sur autre chose : qu'une structure proprement politique dise où on veut aller ; qu'elle construise une stratégie en concertation avec les partenaires sociaux, représentants des entrepreneurs et des salariés, c'est-à-dire du travail.

Au cours de cette réunion du 12 juillet 2010, le Vice-président du SCOT Loire-sud a ouvert l'hypothèse que le SCOT soit le lieu de cette définition concertée de la stratégie. Ce projet a reçu l'appui de la Région et de M. le Préfet. Il s'agit maintenant de le mettre en œuvre.

Nous allons entendre successivement la CFDT, la CGPME, la CGT, FO, le MEDEF, chacun pour 5 minutes. Ils se sont entendus pour apporter chacun un éclairage particulier sur l'avenir. Puis Roland FORTUNIER parlera au nom des acteurs de la formation.

Résumé des propos de Luc THORAL pour la CFDT ⁵

Il met l'accent sur le manque de cohérence du tissu industriel et sur les outils à mettre en œuvre.

⁵ Le texte de la contribution figure en annexe

Quand elle n'est plus soutenue par la sidérurgie, la mécanique devient une activité volatile susceptible d'être délocalisée, notamment si nos entreprises manquent d'emplois de niveau supérieur.

L'attractivité de la Loire fait aujourd'hui question. C'est par le partenariat et la coopération, et non par une concurrence qui les tire vers le bas, que nos entreprises pourront capter des marchés. D'où la nécessité d'une stratégie territoriale.

Un travail partenarial avec tous les acteurs, parmi lesquels figurent les partenaires sociaux, peut contribuer à l'émergence de cette stratégie territoriale.

Philippe RASCLE...

... devait intervenir au nom de la CGPME. Une subite intervention chirurgicale l'a empêché d'être présent ; la CGPME n'a pu le remplacer au dernier moment. Il comptait parler de l'industrie en Loire-sud, de la dynamique de coopération, manifestée notamment par la vitalité de Mécaloire, SPL qui regroupe actuellement 90 entreprises.

Résumé des propos de Pascale DARNET-TERRAT, pour la CGT ⁶

Elle développe les intentions qui ont présidé à la signature en 2009 de la « *Position commune sur les voies de la relance de l'économie ligérienne* ».

Notre territoire est fragile, parce qu'il est soumis aux décisions de capitaux flottants allemands, suédois, etc., qui se sont retirés : Siemens, Akers, Mavilor, Sullair...

Nous avons un socle industriel. Mais nos entreprises sont dispersées, et le maintien des savoir-faire est menacé.

Nous avons des atouts dans quelques filières : automobile, agro-alimentaire, textile innovant.

Il faut garder la proximité géographique immédiate entre les bureaux d'étude et la production.

Cela nécessite des décisions politiques concertées avec les partenaires sociaux.

Résumé des propos de Vincent NOURRISSON pour le MEDEF⁷

La Loire a l'opportunité de pouvoir trouver dans le bassin lyonnais des compétences complémentaires dont nos entreprises ont besoin.

Nos PMI, fragilisées par une succession de crises, sont surtout sur des marchés de niche. Or ces marchés sont fragiles. En outre le ticket d'entrée y est important, alors que nos PMI manquent de capitaux.

Il faut renouveler les compétences de nos entreprises, ce qui est difficile avec une pyramide des âges de nos salariés qui est problématique.

Nous voudrions prendre des jeunes en alternance dans le cadre de leur formation, mais leur encadrement dans l'entreprise pose problème à nos petites entreprises ; pour y parvenir, il faudrait faire de la coopération interentreprises.

Résumé des propos d'Éric BLACHON pour FO⁸

Il faut avoir une ambition. Une ambition qui permette de dépasser le désamour des jeunes pour l'industrie.

Pour cela, il nous faut un leader politique, comme il y en a en Haute-Loire et à Lyon.

Actuellement nous risquons d'être absorbés par Lyon – la création de l'école de Design à Écully par accord entre plusieurs grandes écoles menace à ses yeux de réduire le Design stéphanois à une annexe de Lyon.

Sans mépriser la coopération avec Lyon, il est nécessaire de valoriser notre positionnement géographique sur l'axe stratégique Lyon – le Puy – Toulouse.

Résumé des propos de Roland FORTUNIER, Directeur de l'ENISE, au nom des formateurs

La France n'est pas moins outillée que les autres pays en institutions de formation ; nous en avons la même proportion par habitant.

⁶ Le texte de la contribution figure en annexe

⁷ Quelques éléments complémentaires figurent en annexe.

⁸ Quelques éléments complémentaires figurent en annexe.

Statistiquement, les ingénieurs qui sortent de l'ENISE demeurent plutôt sur le territoire ligérien, ou plus largement rhônalpin.

Comment peut-on y parvenir ?

Pour qu'une institution de formation réussisse, il faut qu'elle réponde à l'attente de ses clients, les entreprises. Cela nécessite que les élèves co-construisent leur formation avec les entreprises. Cela nécessite aussi que les institutions de formation s'intègrent à de nombreuses Unions afin de mutualiser la formation. Ainsi l'ENISE participe à des unions entre écoles, à ViaMéca, au PRES de Lyon...

En échange, il faut que les entreprises partenaires de la formation se dotent d'une stratégie, d'une vision à long terme. Car une thèse nécessite un investissement à trois ans.

Il est bon que le territoire fasse des choix technologiques. Avec prudence toutefois, car il pourrait y avoir un risque de monoculture.

Résumé des propos de Maurice VINCENT, maire de Saint-Étienne, Président de Saint-Étienne Métropole et du SCOT Loire-sud

Remerciement à Lasaire, à la fois pour le cahier, très intéressant – comme ils le sont toujours – et pour cette réunion qui rassemble les partenaires sociaux et les décideurs politiques.

Le SCOT [schéma de cohérence territoriale] concerne le bassin de vie économique, qui regroupe 500.000 à 600.000 habitants.

Son premier objet est de construire un document d'urbanisme qui s'impose aux divers Plans locaux d'urbanisme de chacune des collectivités adhérentes ; ses axes sont l'arrêt de l'étalement urbain (avec la conséquence économique de sauver l'agriculture durable) et la maîtrise du développement anarchique des hypermarchés.

Le SCOT a aussi engagé, même si ce n'est pas son premier objet, deux grandes réflexions sur le développement économique et sur les transports.

Le territoire de Loire-sud n'est pas seulement constitué de PMI sous-traitantes. Il a entre vingt et trente entreprises de taille intermédiaire (ETI) mondialisées qui sont des donneurs d'ordre. Il est le pôle mondial de l'ingénierie de surface, avec notamment HEF. Cela légitime que le territoire fasse un gros effort sur l'innovation, l'enseignement supérieur et la recherche. L'effort sur l'enseignement supérieur, commencé sous le mandat précédent, se monte à 10 M € par an de 2007 à 2015 – aucune agglomération en France ne fait davantage. L'agglomération soutient des travaux universitaires de recherche en relation avec des entreprises. Et elle accompagne actuellement 15 entreprises innovantes, Maurice VINCENT en donne deux exemples dans le textile médical et dans la tôlerie

Le Design fonctionne bien, et s'ouvre vers les entreprises.

Il existait des divergences entre les responsables politiques. Elles ont cessé : les services économiques de la ville de Saint-Étienne et ceux de l'agglomération ont été unifiés ; la Région, le Département, l'agglomération et la CCI se sont partagé les rôles.

La coopération avec Lyon va dans le sens de l'histoire, pour constituer une métropole de niveau européen. Le bassin économique de Loire-sud, qui comprend par extension l'Yssingelais, ne peut pas rester à l'écart. Il en est de même pour l'Université Jean-Monnet.

Au cours du débat conclusif...

À peu près tous les participants sont intervenus, plus ou moins brièvement. Ont été relevées ci-dessous certaines interventions particulièrement focalisées sur les problématiques locales.

Denis CHAMBE

Dans l'ensemble lyonnais, il faut faire valoir notre spécificité. Il nous faut une identité stéphanoise. Cela exige des hommes, qui travaillent en réseau, autour de filières clairement définies.

Il faut constituer une union sacrée autour d'une carte de visite industrielle. Cela nécessite qu'on fasse des choix, en nous rappelant notamment que nous avons 24.000 emplois dans la mécanique. Saint-Étienne

doit avoir une carte de visite locale. Si nous ne le faisons pas, Saint-Étienne sera dans 15 ans la ville de quoi ?

La gouvernance est la clé : les accords entre les services techniques de l'agglo, de la CCI et du Conseil général sont une bonne chose. Mais ce sont des tuyaux. Il faut mettre ces tuyaux au service d'un vrai projet.

Prenons exemple sur Bilbao, dont l'économie a redémarré à la suite de la création d'une association volontaire qui a rassemblé tous les partenaires – ce qui est plus efficace qu'une structure imposée comme le SCOT. Donc que les acteurs sociaux se rassemblent, et qu'ils disent aux politiques : voilà ce qu'on veut devenir.

Prenons aussi exemple sur Grenoble, plus proche de nous : quand il faut aller à Paris, il suffit de trois personnes pour que tout Grenoble soit représenté.

Patrick SCHAEFFER

Un choix stratégique doit être fait : décidons-nous d'accompagner et de faire monter les petites entreprises qui n'ont pas aujourd'hui le niveau suffisant pour gagner – ou bien ne soutenons-nous que les entreprises qui ont déjà atteint un niveau élevé ?

Or la Région semble avoir fait le choix de ne soutenir que les entreprises qui ont déjà atteint un niveau élevé. C'est un choix stratégique. Le validons-nous ?

Il confirme par ailleurs que la collaboration se construit désormais discrètement mais efficacement entre les services de la CCI, de l'agglo et du Conseil général.

Alain SOWA

Il lance un cri d'alarme : 24% des emplois ligériens sont encore dans la métallurgie.

On est en pénurie de tourneurs, de fraiseurs, de rectifieurs, de niveau BTS.

Aujourd'hui une petite dizaine de jeunes seulement entrent dans nos filières de formation. Comment allons-nous remplacer les 500 salariés qui prennent leur retraite tous les ans ?

Il évoque les « journées de la mécanique » qu'il a organisées avec François MEON pour tenter de réorienter des jeunes vers ces métiers de l'industrie, et particulièrement l'apport de l'école Sainte-Barbe.

Actuellement son entreprise croule sous les commandes, mais les PMI manquent de fonds propres pour investir, et n'ont guère d'appui des banques, sauf à faire appel au médiateur du crédit – ce qui prend 6 mois.

Nicolas CAVROIS

Il s'élève contre le catastrophisme véhiculé par une partie de la presse. Une étude récente montre que la métallurgie de la Loire va avoir de gros besoins de personnels qualifiés au cours des prochaines années.

Il informe de quelques actions menées par l'UIMM de la Loire, et notamment de la diffusion d'un « *Guide des bonnes pratiques pour intégrer les jeunes* ».

Dominique GILLIER

Il fait état des efforts qu'il a menés dans un passé récent pour orienter des jeunes vers l'industrie, et de son désappointement en constatant après quelques années que la moitié de ces jeunes n'était plus dans l'industrie.

En effet, même s'il y a généralement une bonne ambiance dans les PME, les jeunes qui sont allés dans l'industrie ont constaté au bout de quelques années qu'ils n'avaient pas la même carrière que leurs copains qui sont allés dans le commerce ou les services.

Jean-François LHOPITAL

Le développement économique passe par la reconstruction de l'ascenseur social dans nos entreprises industrielles.

Hugues BERTRAND conclut...

... en mettant l'accent sur les problèmes de main-d'œuvre. Le nécessaire renouvellement de la compétence ne pourra être acquis que si l'on rénove l'image industrielle.

Pour trouver un emploi, il vaut mieux détenir un CAP industriel qu'un CAP tertiaire. Or ce sont vers les CAP tertiaires que les jeunes se précipitent. Il faut donc impérativement restaurer la qualité de la carrière industrielle.

Il insiste sur les formations du CAP au BAC. C'est là que se situe la principale attente des entreprises, et c'est là que l'enseignement s'est le moins bien adapté aux évolutions, à la différence de l'enseignement supérieur qui a pris le virage.

Il évoque la grande difficulté des PMI pour construire une stratégie industrielle. Effet de taille. Il préconise donc des entreprises « étendues », dans lesquelles existerait un dialogue social lui aussi « étendu ».

Il y a nécessité d'une gouvernance unique du bassin industriel et du bassin de formation. Mais la réunion d'aujourd'hui montre que l'élaboration d'une stratégie industrielle locale est encore balbutiante. Il faut se donner quelques projets. À l'intérieur de l'ensemble lyonnais, mais en conservant une identité spécifique.

Annexes

Notes prises au cours de l'intervention de Georges JOBARD

Il a été sensible à ce qu'Hugues BERTRAND a dit sur la culture industrielle.

Il faut réinventer. Réinventer une politique et une culture qui soient favorables à l'industrie.

CLEXTRAL est une ex-filiale de Framatome, vendue aux enchères par le Trésor, puis reprise en 2001 par un LBO [mécanisme financier permettant à des investisseurs, qui peuvent être des salariés d'une entreprise, de racheter l'entreprise en faisant appel à l'endettement].

L'entreprise a fait le choix de l'hyper spécialisation, qui lui a permis de devenir leader mondial dans un certain type de biens d'équipement. CA de 20 M € il y a 15 ans, de 50 M € aujourd'hui. 85% à l'exportation, dont 70% hors zone Euro – mais l'actuelle surévaluation de l'Euro rend plus difficile l'exportation.

Les facteurs de la réussite sont l'innovation et l'internationalisation.

L'entreprise compte 240 personnes, dont 70 ingénieurs, 3 docteurs ingénieurs et un professeur d'université. Elle est entrée dans deux pôles de compétitivité, utilise largement le Crédit-impôt-recherche et s'appuie sur l'ANVAR et sur OSEO. Elle dépense 6% de la masse salariale pour la formation continue.

Elle est présente dans 88 pays. Le développement est le fruit d'un travail commun avec les clients. Elle a 40 emplois délocalisés, dont l'existence induit du travail pour 40 emplois dans l'entreprise à Firminy et 40 emplois chez les sous-traitants.

Il faut aujourd'hui avoir un comportement de « résistant ». « Résistant » pour tenir le cap de la recherche de l'intérêt collectif à long terme dans une culture ambiante qui favorise les intérêts particuliers à court terme. C'est le rôle du management de démontrer sans cesse aux intérêts particuliers qu'il y a plus à gagner à penser l'intérêt collectif à long terme.

« Résister » aussi face à certains clients, à leurs acheteurs et à leurs armées de juristes : c'est grâce à ses clients étrangers, particulièrement suisses, étatsuniens et allemands, que CLEXTRAL a pu maintenir sa pratique win-win et, contrairement à nombre de fournisseurs français, résister au pillage technologique et financier des acheteurs français.

La culture du personnel a énormément évolué depuis les décennies 70 et 80 où l'inflation était forte et les progressions de salaire continues. Aujourd'hui les rémunérations sont individualisées, liées aux responsabilités prises. Selon un accord d'intéressement signé en 1994, un quart du résultat après impôt est redistribué en intéressement – il y a toujours eu depuis 1993 un résultat positif. Les organisations syndicales ont su en 1999 gérer le passage aux 35 heures en sorte que la compétitivité relative par rapport aux concurrents ne soit pas affectée.

L'entreprise, basée à Firminy, n'a aucun mal à recruter des ingénieurs et des BTS. Trente embauches depuis deux ans. Mais grande difficulté à trouver des ouvriers qualifiés de moins de 40 ans.

Pour relancer notre industrie, il faut une solidarité entre les organisations syndicales, les organisations patronales, les pouvoirs publics, l'Universités, les médias.

Il faut aussi une solidarité mondiale, car il faut nourrir et donner du travail à une planète de 7 milliards d'habitants.

Il faut une solidarité des industriels, employeurs et salariés, pour faire comprendre aux financiers et aux pouvoirs publics que l'industrie vit sur des cycles longs : innovation, déploiement commercial, formation...

Pour un pays, avoir une industrie est la condition pour que se développe une classe moyenne – c'est ce qui se passe actuellement en Chine – ou que, là où elle existe, cette classe moyenne puisse continuer à exister. C'est ce qu'il faut faire comprendre aux citoyens français.

Il faut aussi leur expliquer qu'il faut de la recherche.

Il nous faudrait une Éducation nationale qui parle aux jeunes de ce que sera l'industrie dans 30 ans.

Et enfin il faut des vocations d'entrepreneurs « résistants ».

* * *
*

Notes prises au cours de l'intervention de Dominique GILLIER

Il cite une phrase qu'il a trouvée dans le cahier LASAIRE, « la politique industrielle doit être pluriacteurs ». Nous sommes passés d'un dialogue social qui portait exclusivement sur le traitement social des restructurations à un dialogue qui donne, sans effacer l'aspect précédent, vise à donner aux entreprises un avantage compétitif.

Son organisation syndicale a menée, avec les organisations patronales, une réflexion sur la formation. Dans la métallurgie, on est passé de zéro à 40.000 apprentis ; on a engagé les actions de tutorat ; on a encadré les mises à disposition de personnel entre entreprises.

Mais le dialogue social reste à la traîne. Les Allemands sont en avance sur nous à cet égard.

Son organisation syndicale a le souci des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Elle a contribué à la création du médiateur de la sous-traitance. Elle reste soucieuse du comportement des grandes entreprises françaises qui maltraitent leurs sous-traitants, alors que l'emploi se développe plus dans les PMI que dans les grandes entreprises. Il faut assurer une cohésion sociale entre toutes les entreprises d'une même filière, quelle que soit leur dimension, pour corriger l'inégalité entre les salariés de sous-traitants et ceux des donneurs d'ordre – d'où la nécessité de maintenir des négociations de branche.

Même si une partie du patronat conteste les 35 heures, les dispositifs d'aménagement du temps de travail, notamment l'annualisation, se sont révélés bénéfiques pour la compétitivité des entreprises et pour l'amortissement des chocs économiques.

Les États généraux de l'Industrie ont fait naître quelques outils. Il faut s'en saisir.

Dans un certain nombre de situations, c'est grâce à la contribution des organisations syndicales que des entreprises ont survécu. Il cite Ascométal, dont la production sidérurgique était menacée et qui a élargi sa production vers des produits semi-finis ; Industeel à Rive-de-Gier ; Bosch à Vénissieux qui a converti un site de mécanique fine en un site de fabrication de panneaux solaires. La CFDT a été particulièrement imaginative pour la naissance de deux activités issues du GIAT de Bourges, et une autre du GIAT de Roanne.

* * *
*

Notes prises au cours de l'intervention de Claude BOYER

Il rappelle que l'ISTP, c'est 600 étudiants dans 600 entreprises ; 1.500 entreprises partenaires.

L'ISTP est parti de l'expérience du CIPL où des partenaires sociaux se rencontraient sous l'impulsion de Joseph HAUPTMANN.

Trois acteurs, les entreprises, un public, les acteurs politiques.

On ne peut pas dissocier industrie et emploi. Pour faire de l'industrie, il faut des compétences. On doit mobiliser toutes les formes d'intelligence ; d'où l'importance de la formation continue qui fait appel à ceux qui ont des intelligences formées par la pratique. À l'ISTP, sur les 600 étudiants, 250 viennent dans le cadre de la formation continue.

Le dialogue avec les acteurs politiques du territoire est nécessaire. Il est complexe, car les acteurs politiques doivent arbitrer entre deux nécessités souvent en tension, l'emploi à court terme et la construction du moyen et long terme.

Il est nécessaire de lutter pour redresser l'image des entreprises, et particulièrement de l'industrie, dans les médias, qui ont fait une présentation souvent caricaturale, l'entreprises mangeuses d'hommes...

Trois pistes d'action

1. Accroître le dialogue entre écoles et monde économique. Les institutions de formation doivent quitter la logique de l'offre pour entrer dans la co-construction de la formation avec leurs clients les entreprises.
2. Développer la solidarité des écoles avec leur territoire. Il cite l'union constituée par 12 écoles d'ingénieurs de Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand.
3. Dialoguer avec les instances du territoire, instances locales, régionales et nationales.

* * *
*

Texte de l'intervention de Luc THORAL, Secrétaire de l'UD CFDT

Rapport sur la désindustrialisation : Intervention Cfdt 42

Le département de la Loire, et Loire Sud en particulier, sont héritiers d'une industrie métallurgie et mécanique forte, sans oublier le textile ou l'agro-alimentaire. Il reste sur le territoire de nombreuses entreprises de sous-traitance, riches en compétences et capacités de travail. Entreprises patrimoniales pour qui la préservation des compétences est primordiale. Mais ce qui semble faire défaut, ce sont les outils de cohésion du tissu industriel.

Les sous-traitants ont besoin de faire valoir leurs compétences et leur part de création de valeur ajoutée, qui n'est pas vraiment reconnue à sa juste valeur. C'est un des éléments qui ont été confirmés par les EGI. Est-ce que la mécanique est un secteur industriel non mobile ? Certainement, tant qu'il était soutenu par des activités de sidérurgie, mais maintenant, on le voit, les grosses entreprises s'en vont. Il reste tout de même encore des compétences, mais il nous faut les valoriser très rapidement au risque que ce secteur manque de vocation professionnelle assez rapidement. Il est à noter également le fort déficit d'emploi de niveau supérieur dans l'industrie ligérienne. Sans eux, le développement et donc l'avenir sont compromis. Certainement, faut-il étudier les conditions du développement de bureaux d'études au service de l'ensemble des entreprises ou de réseaux d'entreprises.

Les pôles de compétitivités, les grappes ou réseaux d'entreprises, sont des atouts à développer. Sur la Loire, il y a plusieurs conventions de site, on ne peut pas dire qu'elles développent massivement de l'emploi... reposant sur des aides à l'installation. Mais qu'est-ce qui peut attirer un investisseur à localiser une entreprise dans la Loire, sinon un réseau de compétences disponibles et un affichage visible de ces compétences ?

Il est urgent de trouver les moyens de maintenir et développer l'existant. Les entreprises de la Loire développent des activités diverses et complémentaires, il y a des opportunités à construire pour développer du partenariat entre entreprises pour répondre à des marchés globaux.

Rester dans des démarches de concurrence tire les marges vers le bas ; développer des démarches complémentaires ou partenariales permettra d'identifier les compétences et savoir-faire du territoire, et donc de capter les marchés.

L'objectif est de renforcer une industrie créatrice de richesses et d'emplois pour les territoires ligériens et rhône-alpins.

Il s'agit donc de s'émanciper de la stratégie des autres, des financiers, pour établir une stratégie territoriale, de capter les marchés globaux pour en répartir la charge au sein des entreprises du réseau ligérien, de valoriser les compétences et soutenir fortement la R&D, de s'intégrer dans la concurrence mondiale par la qualité des produits et non pas par le coût du travail, de faire respecter la charte des bonnes pratiques entre DO et ST !

Les enjeux sont :

- -le positionnement dans les rangs supérieurs de la sous-traitance, et non pas aux derniers rangs où il n'y a plus de marges ;

- -le développement et la valorisation des savoir-faire et compétences de nos industries, c'est à dire se positionner collectivement sur des démarches d'innovation, de recherche et de développement ;
- -de valoriser les métiers techniques pour inviter les jeunes à y faire carrière, sachant que les activités de l'industrie génèrent aussi des activités de services

Sur la question de la gouvernance économique, il y a un travail partenarial à engager avec tous les acteurs, dont les partenaires sociaux, sans pour autant créer une instance supplémentaire, mais plutôt un rendez-vous qui permette de mesurer les avancées vers un objectif commun partagé auquel concourent chaque instance et chaque partenaire depuis sa place et ses prérogatives. Sans hésitation, la Cfdt est prête à participer à un tel chantier et à faire du dialogue social un outil de performance territoriale.

Les organisations syndicales sont là pour négocier les conditions d'emploi des salariés. C'est-à-dire le développement de l'employabilité de chacun, le développement de la réserve de compétences disponible pour les entreprises. Les organisations syndicales sont là pour mettre de l'huile dans les rouages des relations sociales. Sans elles, la performance des entreprises et l'économie territoriale sont compromises. Pour notre part, l'action interprofessionnelle consiste plus à accompagner les militants d'entreprise à la compréhension de la situation de leur entreprise, qu'à éteindre des « incendies » ; par ailleurs notre action consiste à former les militants à la négociation dans le sens du compromis au bénéfice des salariés et des entreprises.

* * *
*

Texte de l'intervention de Pascale DARNET-TERRAT, Secrétaire de l'UD CGT

Colloque Lasaire « Que faire pour stopper le déclin industriel de la Loire »

Bonjour

Je développerai mon propos à partir de la position commune des partenaires sociaux intitulée :

« Sur les voies de la relance de l'économie ligérienne »

Surtout il est important de revenir sur ce qui nous a amenés à nous à nous mettre autour d'une table pour relever ce défi.

En fait c'est malheureusement le constat et l'état des lieux industriel suite aux conséquences de la crise économique, qui a été et reste un véritable désastre sur notre département.

Ce qu'il faut dire, c'est que nous continuons à faire les frais sur notre département de la mondialisation et de l'évolution de l'économie mondiale qui n'a fait qu'accroître les inégalités entre pays et à l'intérieur de notre pays.

Et nous avons subi en direct (par ailleurs non sans broncher) sur le département cette destruction organisée par les groupes donneurs d'ordres, allemands, suédois et bien d'autres comme dans l'automobile pour réorganiser leurs productions à l'échelle mondiale.

Siemens, Akers, Mavilor, Sullair, entreprises qui ont été carrément rayées de la carte dans les secteurs géographiques de la vallée du Gier, de l'Ondaine déjà lourdement frappés par les délocalisations et la désindustrialisation.

Aujourd'hui l'emploi industriel ne représente plus que 22% de l'emploi dans la Loire.

47.000 privés d'emploi sur le département dont 60% en Loire sud. Les chiffres parlent d'eux même (dit au passage... Vauquiez).

La douche est d'autant plus froide que notre département a été depuis le début du siècle fortement industrialisé. D'où les savoir-faire qui persistent et résistent.

Du coup la précarité de l'emploi et les inégalités s'installent sur notre territoire. C'est une façon de mettre les salariés en opposition et je pense sincèrement qu'il s'agit d'une grave erreur.

Il est indéniable qu'en même temps que nous trouverons des solutions au chômage en engageant un processus de construction qui garantisse des emplois stables, nous pourrions enrayer le déclin de l'industrie qui reste un moteur de l'économie.

Quelques points essentiels qui font l'ossature de la position commune :

- Il y est écrit que la Loire possède encore un socle industriel important, mais le handicap est le relatif isolement des entreprises dont la majorité sont des TPE sous-traitantes.
- De plus, les compétences des salariés, les savoir-faire sont à maintenir et à développer par la formation.
- La dernière phrase a toute son importance : « il est indispensable de développer et de valoriser l'identité ligérienne, ses atouts, ses spécificités ».

En fait il n'est pas archaïque de dire que ce qui était possible hier avec comme par exemple la filière de l'armement ou alors des entreprises phares comme Manufrance doit être possible aujourd'hui.

En fait le processus peut être le même mais il faut se pencher sur la ou les filières porteuses.

Je pense que nous avons tous les ingrédients qui nous permettent de construire avec le maintien et la sauvegarde de l'existant qui s'appuie sur les savoir-faire :

- Prenons la filière de l'automobile qui a structuré l'économie du département.
- Prenons la filière de l'agroalimentaire.
- Prenons la filière du textile qui a fait ses preuves dans l'innovation et plus spécifiquement celle du médical.

Appuyons-nous sur ces atouts pour construire un avenir durable.

Je partage l'idée qu'il faut miser sur la recherche, l'innovation, mais aussi qu'il serait une erreur que de persister à séparer ses deux éléments de la production locale.

Dit au passage il n'y a pas si longtemps que ça que dans de nombreuses entreprises les bureaux d'études étaient partie intégrante de l'entreprise.

Cette nouvelle structuration disloquée où la recherche se fait d'un côté et la production d'un autre au fin fond du globe perd de sa cohérence territoriale.

En conclusion je dirais qu'il faut arrêter ce gâchis qui a des conséquences dramatiques tant sur les hommes que sur les structures industrielles. Dit au passage, à quoi bon construire des infrastructures routières qui traverseraient des friches industrielles, au risque de favoriser l'amplification d'un territoire dortoir où il ferait bon dormir où vieillir.

Un territoire sans industries est un territoire dépendant économiquement qui perd de son autonomie.

Il nous faut rechercher des filières porteuses et permettez-moi d'insister encore une fois tout en nous appuyant sur l'existant, les compétences, n'allons pas chercher ailleurs ce que nous avons à portée de main.

Mais pour cela nous avons besoin de décisions politiques fortes concertées avec les partenaires sociaux afin de tenir les équilibres entre bassins d'emploi car le travail en complémentarité doit pouvoir primer, l'inverse ne pourrait qu'accentuer les divisions et le chacun chez soi.

Ce qui me permet de réaffirmer notre volonté de participation à un travail collectif.

Notes prises au cours de l'intervention de Vincent NOURRISSON, MEDEF

Il rappelle que le MEDEF ne s'arrête pas à l'UIMM, dont il est personnellement membre, et comporte d'autres industries et aussi des industries de service.

Il souligne le caractère de l'entreprise industrielle d'aujourd'hui, qui a externalisé un certain nombre de fonctions de service autrefois internalisées. Des compétences lointaines peuvent ainsi devenir outil de compétitivité pour les entreprises locales.

Ainsi Saint-Étienne trouve sur le bassin de Lyon des compétences que nous ne pourrions pas avoir à nous seuls, et qui nous profitent.

Il évoque le terme de « résistant » employé par Georges JOBARD. Venant de prendre la succession de la direction d'une entreprise familiale dans un secteur industriel gravement touché par les crises successives, il se sent lui-même comme un « survivant », positionné sur un marché de niche dans lequel son entreprise a un savoir-faire de pointe.

Mais ces marchés de niche sont fragiles. Ils ont un droit d'entrée important. Il faut renouveler les compétences.

Or le renouvellement des compétences est difficile. La pyramide des âges de son entreprise manifeste que 30% de l'effectif va partir à la retraite dans les 5 à 6 prochaines années. Il faudrait pouvoir accueillir et former des jeunes. Mais cet accueil demande du temps, un temps dont on ne dispose pas dans les TPE.

Les TPE ont aussi un problème de capital, les capacités d'investissement sont sous contrainte.

Il évoque plus largement le financement du filet social qui protège les Français. Il ne doit pas être remis en cause, mais il faudrait qu'il ne pèse pas sur les seuls salariés. Car cela conduit à peser sur les salaires et à démotiver les salariés.

Il dit deux mots de Mécaloire, qui fédère des entreprises de la sous-traitance pour « chasser le mammoth en groupe » : se grouper pour atteindre la cible, coordonner les actions, travailler de concert, et trouver les moyens de partager quand on a atteint la cible.

* * *
*

Notes prises au cours de l'intervention d'Éric BLACHON, secrétaire de l'UD FO

À la question « Que faire pour arrêter le déclin de l'industrie dans la Loire ? », les organisations syndicales et les organisations patronales apportent une réponse loin de l'approche théorique du monde universitaire : on est dans la glaise, loin de tout dogmatisme, obligés de trouver des solutions pragmatiques.

Ce qu'il faut pour un territoire, c'est avoir des objectifs, une ambition. Notre ambition, c'est maintenir des emplois, et avoir de l'activité économique. À travers un tissu industriel, ce qui est l'idéal ; mais l'industrie, ce peut aussi être des industries de services.

On a parlé du risque de perte de compétence. Il est exact qu'il y a un désamour des jeunes à l'égard de l'industrie, on le constate aussi au niveau régional. Ce n'est pas là, pensent les jeunes, qu'on peut avoir une carrière. On annonce une recherche de 2.500 emplois industriels, mais le niveau de rémunération est un facteur rebutant si, après 10 ans de carrière, on doit recommencer avec un salaire de débutant. Et il y a aussi une autre raison, l'absence de solidité de l'emploi.

Cela ne bouge guère chez nous du côté des politiques. Il y a des départements qui marchent bien. La Haute-Loire a un leader, qui tire le département comme l'avait fait le leader précédent. Lyon a un maire qui est visible au niveau parisien. Il faut que de la même manière nous ayons un leader. On le cherche, on ne l'a pas encore trouvé.

Se mettre dans la mouvance du leader lyonnais est une idée intéressante, mais nous risquons d'y perdre notre identité. Notre complémentarité avec la Haute-Loire est une vraie question qu'il faut examiner. Quand on a traité le problème de l'A45 et de son débouché dans l'ouest lyonnais, étaient présents les présidents des CCI de Saint-Étienne, de Lyon et de la Haute-Loire. Lyon a un axe vers Paris, un axe vers le midi, un axe vers l'Italie, mais aussi un axe sur Toulouse et l'Espagne par Saint-Étienne et Le Puy.

Ne pas se figer sur une position unique d'appartenance à la grande agglomération lyonnaise, conserver l'ambition de notre identité. Par exemple, il y a un danger que le Design, dont nous avons voulu faire un point fort de notre identité, soit absorbé par Lyon : deux grandes écoles lyonnaises se sont rapprochées pour créer une école de Design à Écully, dont nous risquerions de n'être qu'une annexe...